

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 29 janvier 2026**

L'an deux mille vingt-six et le vingt-neuf janvier à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents :** MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

**Excusés :** TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à DAUMAS Jacques, MARRON Corentin donne procuration à TEYSSIER Nicolas, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à GAILLARD Pascal, JEAN LEYNAUD Sylvie donne procuration à BOUSCHON Max, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume

**Absents :** AMRANI Hasiba, KAPPEL Roger

**Secrétaire de séance : Nicolas TEYSSIER**

**Date de la convocation :**

**Délibération n°2026-004**

**22 janvier 2026**

**OBJET : Engagement partenarial ville d'Aubenas service de gestion comptable**

Transmis au représentant de l'Etat le : - 4 FEV. 2026  
Affiché le :  
Notifié le : - 4 FEV. 2026

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et suivants ;  
**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;  
**Vu** la démarche nationale de modernisation des relations entre les collectivités territoriales et la Direction générale des Finances publiques ;  
**Vu** la création de la fonction de Conseiller aux décideurs locaux, destinée à souligner et à renforcer l'accompagnement des collectivités dans les domaines budgétaires, financiers, fiscaux et comptables ;  
**Vu** le projet d'engagement partenarial ;

Considérant que la commune d'Aubenas entretient des relations régulières avec le Service de gestion comptable (SGC) d'Aubenas, placé sous l'autorité de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) de l'Ardèche,

Considérant que le Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL) d'Ucel-Largentière constitue un interlocuteur privilégié de la commune pour l'accompagnement stratégique et technique des élus et des services,

Considérant que la formalisation d'un engagement partenarial permet de clarifier les modalités de coopération, de sécuriser les échanges et d'améliorer la qualité du service rendu,

Considérant que cet engagement s'inscrit dans une démarche de partenariat, de transparence et de performance de l'action publique locale qui reflète l'état des relations entre le SGC, le CDL et les services de la Direction des Finances de la Ville d'Aubenas attachée à améliorer continuellement ses procédures internes de sécurisation et modernisation de la chaîne de traitement des dépenses et des recettes ainsi que la lisibilité financière de ses comptes,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le principe d'un engagement partenarial entre la commune d'Aubenas, le Conseiller aux décideurs locaux d'Ucel-Largentière, le Service de Gestion Comptable d'Aubenas, et la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Ardèche ;
- **Approuve** l'engagement partenarial joint en annexe de la présente délibération ;
- **Prend acte** que cet engagement partenarial a pour objet de souligner et renforcer la coopération institutionnelle entre la commune et les services de la DDFIP ; de faciliter l'accompagnement de la commune en matière budgétaire, financière, fiscale et comptable ; d'améliorer la sécurisation juridique et financière des actes de la collectivité ; de favoriser l'anticipation et l'aide à la décision des élus locaux,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'engagement partenarial correspondant, ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (<a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>)</p>
---	---